



Des militaires qui tirent en l'air à Ouagadougou, des chars qui défilent à **Fada N’Gourma** et qui tirent un obus sur le palais de justice ! «

### **Que se passe-t-il**

», s'interroge le professeur

### **Augustin Load**

a.

Le responsable du centre pour la gouvernance démocratique se demande si « *le mythe d'une armée burkinabé pilier du régime, disciplinée, garante de l'ordre et de la stabilité, n'est pas en train de s'effondrer*

».

« *Ce n'est pas un simple mouvement d'humeur mais le signe d'un malaise plus profond* », explique un sociologue. Ce mouvement de contestation serait d'après lui le signe d'une double fracture au sein de cette armée. Tout d'abord, la force de la sécurité présidentielle est perçue comme une unité privilégiée et fait des envieux au sein des autres corps.

## **Une justice à deux vitesses ?**

Autre fracture : celle qui oppose la troupe à sa hiérarchie. D'après plusieurs témoignages, les soldats en colère dénoncent une justice à deux vitesses : pourquoi la loi s'applique contre l'un d'entre nous alors que dans d'autres dossiers qui concernent le commandement militaire, nul n'est inquiété et c'est l'impunité qui prévaut ?

Autant de frustrations qui s'expriment dans un contexte plus général de vie chère et de turbulences sociales. Selon un ancien ministre, « *cette tension peut retomber rapidement. Tout dépend de la façon dont la crise est gérée* ».

## **Retour au calme dans la soirée**

Plus aucun tir n'était entendu dans la ville et selon nos informations, certains mutins ont accepté de déposer leurs armes. D'ailleurs l'opération de ramassage de ces armes a duré une bonne partie de la nuit au 32e régiment d'infanterie commando.

Il faut dire que dès le début de l'insurrection, des éléments de la garde présidentielle ainsi que des gendarmes ont immédiatement été déployés aux alentours de la ville dont les accès étaient

bloqués par des chars.

Mais mardi soir, les gendarmes ont pu pénétrer dans la ville suite à un accord avec l'état-major. L'état-major qui est arrivé de Ouagadougou en hélicoptère et qui a négocié une bonne partie de l'après-midi, le retour dans les casernes.

Une plate-forme de doléances a également été exposée par ces militaires en colère. Mais pour l'heure, on n'en connaît pas le contenu. En tout cas, l'axe Fada -Ouagadougou est à nouveau rouvert. Et les gendarmes appuyés par la garde présidentielle fouillent les véhicules et contrôlent l'identité de chaque passager.